

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM FRANCE SAS

ZAC Route de Brumath
67670 Mommenheim

Références : 12447/NK/AG
Code AIOT : 0003012447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement FM FRANCE SAS, implanté ZAC Route de Brumath 67670 Mommenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE SAS
- ZAC Route de Brumath 67670 Mommenheim
- Code AIOT : 0003012447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM France exploite des entrepôts.

Contexte de l'inspection : PPC, Inspection généraliste produits chimiques, espèces protégées, panneaux photovoltaïques ...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Panneaux photovoltaïques	AP Complémentaire du 17/03/2020, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 1.10	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.4.3	Demande d'action corrective	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La structure du bâtiment dimensionnée pour supporter la charge des panneaux photovoltaïques n'a pas été validée par un organisme agréé ;
La dimension des surfaces prévues pour conserver et créer des habitats pour le Cuivré des marais sur 4,3 ha n'est pas précisée ;
Une palette d'environ 1 m³ du liquide inflammable « White-INK » proche des quais, prêt à partir, ne disposait pas de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/03/2020, article 4
Thèmes : Risques accidentels, panneaux
Prescription contrôlée : [...] La structure du bâtiment est dimensionnée pour supporter la charge des panneaux, validée par un organisme agréé.
Constats : l'exploitant a présenté un document d'un organisme présentant des valeurs de force, mais ce document ne valide pas que la structure du bâtiment est dimensionnée pour supporter la charge des panneaux L'exploitant n'a pas démontré que la prescription est respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 1.10
Thèmes : Autre, Espèces protégées
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre, sur une période de dix ans, les mesures compensatoires et réalise les aménagements prévus dans son dossier de demande d'autorisation, à savoir, conserver et créer des habitats pour le Cuivré des marais sur 4,3 ha.
Constats : L'exploitant a présenté un document établi par un écologue, mentionnant 14 emplacements prévus pour le Cuivré des marais, mais ce document ne précisait pas toutes les dimensions des surfaces que contenait chaque emplacement. L'exploitant n'a pas démontré que la prescription était respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2018, article 7.4.3
Thèmes : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. [..] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à, dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
Constats : Dans la cellule 2, lors de l'inspection, se trouvait une palette d'environ 1 m ³ du liquide inflammable « White-INK » proche des quais prêt à partir, mais sans rétention. Cette prescription n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 8 jours